

Lutte des classes

TRIBUNE FRANÇAISE DE **WORKERS INTERNATIONAL**
(POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE)

N° 26

Octobre 2014

luttledesclasses@live.fr

Bosnie-Herzégovine

Nouveau syndicat ouvrier à Tuzla

On se rappelle la proclamation historique de la révolte citoyenne à Tuzla du 8 février en 8 points (*Lutte des classes*, N°20, février 2014) : révision des privatisations, liaison des périodes de travail des travailleurs afin d'assurer la protection médicale permanente de leur famille, la remise des usines aux travailleurs sous contrôle public, égalisation des salaires des élus politiques avec ceux du secteur public et privé, abolition de multiples suppléments et cessation de leur rémunération à la fin du mandat...

Cette proclamation en pleine Europe soumise à l'austérité libérale avait l'air d'un printemps nouveau.

L'influence prépondérante des travailleurs de quatre entreprises de Tuzla (*Dita, Polihem, Gumara et Konjuh, représentant quelques vingt mille travailleurs*) dans la rédaction de ce manifeste est évidente. Par la suite, les citoyens de Tuzla ont organisé des plénums ouverts hebdomadaires en vue d'élaborer et synthétiser diverses revendications. Ils se voulaient « au dessus » ou « en dehors » de la politique, de partis ou des classes, en improvisant tous les soirs un modérateur et le minutage des interventions obligatoirement au nom individuel, sans aucune élection durable, en douze groupes de travail (*juridique, institutionnelle, écologique, sociale...*), pour y rajouter in extrémis une treizième – commission ouvrière...

Le combat et revendication ouvrière tranchante furent noyés dans une cacophonie d'impuissances typiquement petite-bourgeoise, car incapable de rédiger un seul point unanime et consistant. La revendication des écolos pour les pistes cyclables dans une ville où des dizaines de milliers de travailleurs et jeunes diplômés sont chômeurs a noyé et effacé le manifeste du 8 février. Les représentants de quatre entreprises – Sakib Kopic, Enes Tanovic, Hrustan Muminovic, Ekrem Ekmečić, Cazim – ont essayé de faire valoir leur point de vue de classe, mais la majorité disparate les a mis au ban : pas question de parler au nom d'un groupe, d'une entreprise ou d'une classe, ici c'est la démocratie citoyenne... Or, comme on sait, le citoyen est une abstraction sociale sans couleur, sans goût et sans odeur.

Au moment même où les ouvriers furent éliminés des plénums, les visiteurs internationaux de gauche (*Besancenot, Bob Myers*) vantaient la démocratie de Tuzla comme « capitale ouvrière européenne ». Certains militants de gauche croates parlaient carrément de... « Soviets » ! Dans l'éblouissement des apparences on a oublié de réfléchir en marxiste, en termes de classe. Comme d'habitude, leur impressionnisme n'a pas duré longtemps : les inondations catastrophiques en mai, qui ont secoué le pays entier, ont balayés également les plénums, devenus un souvenir lointain.

Mais les dirigeants des quatre entreprises les plus mobilisés ont continué la lutte sur leur terrain de classe. Ils ont organisé une manifestation du 1er mai la plus imposante dans les Balkans, sous les mots d'ordres géants : « À bas la dictature du capital ! » et « Mort au capitalisme, liberté au peuple » (*en écho du slogan de la révolution yougoslave : mort au fascisme, liberté au peuple*). De nombreuses manifestations de rue, des interventions à la télé et dans la presse locale, enfin l'initiative de fonder un syndicat ouvrier de lutte (*Solidarnost*), face au syndicat officiel dirigé par des dinosaures inamovibles, complices de la paralysie institutionnelle bosniaque...

« Nous voulons un syndicat comme mouvement social, plus politique, comme jadis en Pologne, car non seulement le gouvernement, mais l'Etat lui-même tout entier est pourri... », m'ont dit les camarades de Tuzla, lorsque j'y étais cet été pour apporter un soutien financier de l'Internationale ouvrière. En nous remerciant, Kopic a dit que nous sommes les premiers et les seuls qui avons reconnu leur lutte à sa juste valeur. Cette aide leur est venue d'autant plus à point, que, sans toucher des salaires depuis des mois et des années (à Dita les ouvriers n'ont pas touché de salaire depuis 32 mois !), ils doivent faire face à une obstruction administrative pleine de taxes, sans parler qu'il faut aller à **Sarajevo** avec une voiture approvisionnée d'essence...

Créer un nouveau syndicat est toujours une entreprise à haut risque : sans une base de masse, il ne pèse pas dans la lutte revendicative. Le marxisme rejette l'idée des syndicats minoritaires rouges. Mais face à un mur de béton, les militants ouvriers les plus combattifs n'ont pas souvent le choix. Muminovic s'est battu devant les caméras de télévision avec le chef des syndicats officiels, resté totalement sourd devant les cris des travailleurs bosniaques, réduits au statut de parias de la société. Donc, l'idée d'un syndicat de lutte de classe est justifié, à condition de viser à regrouper la masse ouvrière en vue de lutte pour le pouvoir politique, sans quoi la guérilla corporatiste locale est condamnée à l'échec instantané. L'industrie bosniaque est à l'arrêt, à genou, l'outil industriel a vieilli, il n'y a aucun marché durable, même si le gouvernement cesse de faire l'office de promotion des entreprises occidentales, même si les salaires descendent au-dessous du niveau chinois (*actuellement c'est autour de 200€ par mois, pour ceux qui travaillent*). Sans parler de la paralysie institutionnelle du pays, suite aux accords de Dayton. La jeunesse, largement diplômée, n'a aucun avenir dans le pays. La moindre question syndicale locale débouche sur la question politique gouvernementale.

Le syndicat ne peut pas être neutre ou étanche à la politique : en Pologne la politique bourgeoise et cléricale au sein de « Solidarnosc » (Walesa, Kuron, Mazowiecki) a mis au ban les tenants de la politique ouvrière, et fait du syndicat ouvrier le tremplin de restauration capitaliste. En Afrique de sud, NUMSA propose l'inverse : de devenir la maison ouvrière pour faciliter la mise sur pied d'un parti ouvrier capable d'aller au pouvoir politique. J'ai évoqué ces deux exemples pour situer la perspective du nouveau syndicat. Sur le coup les camarades m'ont approuvé. L'avenir dira si les ouvriers bosniaques les plus combattifs sauront déjouer les pièges politiques de toute sorte qui se présenteront devant eux. L'aide marxiste en occurrence est plus importante que l'aide financière.

Certains camarades du groupe de gauche « Lijevi » sont d'ores et déjà associés à cette entreprise commune. Cela leur permettra d'accompagner leur soif théorique du marxisme à la lutte pratique avec les travailleurs, qui était depuis toujours le problème quasi insoluble des divers groupes de gauche dans les Balkans. J'espère aussi que quelques intellectuels, très attachés à la classe ouvrière et au socialisme, s'y joindront également. La classe ouvrière a besoin de ses enfants qui ont eu la chance d'aller au delà d'un certificat d'étude. L'aide internationaliste est aussi nécessaire aux ouvriers bosniaques qu'aux ouvriers grecs. Il faut les aider à se joindre à leurs camarades les plus proches, ceux de Serbie et de Croatie, que la guerre a séparés. Comme à l'époque de « **Workers aid for Bosnia** » ce n'est l'exclusivité d'aucun courant politique, pas plus du nôtre que d'un autre.

Radoslav PAVLOVIC

Remerciement à Workers international

Le « Sindikat **Solidarnosti** » de Tuzla, vous remercie du soutien financier, qui nous est le bienvenu pour renforcer notre syndicat. Nous sommes particulièrement touchés par le fait que c'est en nous que vous avez reconnu la force du mouvement ouvrier, qui dans ce pays de souffrance souhaite restituer aux ouvriers, et à son mouvement en général, la dignité qu'on piétine depuis trop longtemps. Nous vous souhaitons beaucoup de réussite dans votre futur travail. Salutations cordiales!

TANOVIĆ Enes: KOPIĆ Sakib: MUMINOVIĆ Hrustan: MUSTAFIĆ Enes: ĆERIMIĆ Ekrem: SADIKOVIĆ Adis Ćazim

Tuzla, le 3 Août 2014

Attention au risque réel d'un bonapartisme musclé !

Sur le retour de Sarkozy à l'activité politique

C'est en grande pompe que l'ancien président déchu, en mai 2012, est revenu en beauté à la télévision française. Sur France 2 celle-ci *-formellement une entreprise publique et gérée par l'État, pour ne pas dire par les gouvernements successifs, en tout cas financé par les oboles des contribuables -* a déroulé le tapis rouge devant Sarkozy. Cette transfiguration prodigieuse d'un intendant fourbe de la bourgeoisie en un messie libérateur, à vrai dire, une servilité consternante, incitait l'un de ses anciens fidèles Yves Jégo à la remarque étonnée mais fort logique : « Accorder quarante-cinq minutes d'antenne dans un journal télévisé à un candidat à la présidence d'un parti n'est pas raisonnable. » (Le Monde, 23 septembre 2014.) Or, s'il est juste de dire qu'une pareille déférence n'est pas raisonnable, celle-ci est pourtant parfaitement compréhensible.

Si le chef de la chaîne France 2, promu à ce rang par l'ancien président et gardé (*bêtement*) par Hollande, s'est couché aussi bas devant Sarkozy, et son reporter dont l'insignifiance n'a d'égale que sa niaiserie s'est mis en quatre comme son faire-valoir benêt et complaisant, tout cela, certes, n'est pas sensé, mais correspond au climat politique général.

Les tribulations de l'après-guerre du bonapartisme français

Le pouvoir du parti dit socialiste et de ses associés – que beaucoup persistent d'appeler « la gauche » - est visiblement en train d'agoniser. Car il s'est lié profondément au capitalisme moribond et s'est définitivement compromis avec la décadence crépusculaire de celui-ci qui entraîne tout dans son sillage funeste.

Mais la bourgeoisie touchée et menacée par ce déclin est obligée de réagir promptement devant cette faillite de son valet social-démocrate dont le service est devenu manifestement insuffisant et inadéquat à la montée des périls. Cela explique le renforcement des organisations fascistes et le gonflement démesuré de leur influence partout dans les vieux pays capitalistes. Mais Trotsky nous a déjà prévenu qu'entre la social-démocratie et le fascisme il y a toute une gamme de régimes intermédiaires qui permet à la bourgeoisie de congédier son gérant social-démocrate failli, sans pour autant passer directement au fascisme onéreux et risqué. Tout en maintenant celui-ci en réserve et en le couvant comme son dernier recours, elle tente actuellement à le contourner, d'autant plus que le souvenir des traumatismes infligés par le fascisme est encore très vivace. Mais surtout, parce que la véritable vivisection subie par la classe ouvrière mondiale nourrit l'espoir de la classe régnante de pouvoir se sauver sans le choc brutal du fascisme par des régimes intermédiaires supposés plus souples. (En effet, la transformation et la dispersion, donc l'affaiblissement physique de la classe ouvrière, puis la perversion et la mutation de ses armes théoriques et politiques, suivies par ses reculs et lourdes défaites en série ont désarmé le prolétariat et émoussé considérablement ses actions.)

C'est dans ces conditions que le régime bonapartiste apparaît aux capitalistes comme la forme politique, (*pour l'instant*) la plus appropriée pour assurer son salut. Mais ce système politique n'est pas une nouveauté originale en France, - même de nos jours. Créatrice de ce régime politique, la bourgeoisie française, qui est depuis longtemps en butte aux contestations hardies de son pouvoir, a d'autant plus recours à cette béquille de son commandement qu'elle est aisément utilisable comme une trique massive. Mais son renouvellement d'après-guerre n'était pas une entreprise facile pour la bourgeoisie. Même De Gaulle pourvu de tout l'attribut requis pour cette fonction et qui a solidement installé la Vème république comme prototype du régime bonapartiste actuel, a été finalement chassé du pouvoir en répercussion de la puissante grève générale de 1968. Or, s'il a dû payer un prix fort pour son action de vouloir plier la classe ouvrière aux exigences musclées du capital, son édifice bonapartiste de la Vème république a résisté à l'orage des opprimés grâce aux connivences coupables des staliniens et des réformistes.

Il n'est pas nécessaire de s'étendre ici sur l'histoire politique de la France depuis De Gaulle pour savoir que suite à la disgrâce honteuse du Général, le bonapartisme français de la Vème république suivait ensuite un cours singulièrement bâtard et plein de contradictions. Tous les héritiers des institutions bonapartistes de la Vème république avaient encore moins de moyens, de prédispositions et de courage que De Gaulle pour détruire les acquis de la classe ouvrière par un affrontement franc et décidé. Ils étaient tous, sans exception, personnellement liés à la

pseudo-démocratie tiède de la IVème république. Imbus par les longues traditions du pacifisme mou, de compromissions et des tergiversations sans principes pour éluder ou contourner les conflits et les difficultés. Dans leur majorité ils étaient imprégnés jusqu'à la moelle par l'esprit de cette démocratie bourgeoise dont le socle et le principe vital est justement la *collaboration de classe* assurée par les directions ouvrières opportunistes. Instable par nature, cette démocratie bourgeoise craint et redoute par-dessus toute la *confrontation ouverte* des classes.

Mais surtout, ils étaient effrayés par le souvenir vif de la grève générale de 1968. D'autant plus que, bonapartiste mais irrémédiablement civils, ils n'avaient qu'un rapport temporaire et ambigu aux forces armées. C'est sous l'influence du tournant international et général vers la politique dite néo-libérale que Mitterrand, puis les autres passaient aux attaques plus directes et globales contre les conquêtes des travailleurs. Mais ils le faisaient par la tangente et avec pleins de réserves ainsi que sous la forme des mesures de grignotages successifs de ces acquis. Si ces mesures étaient déjà insupportables pour les travailleurs, elles restaient pourtant insuffisantes pour la bourgeoisie.

Ainsi l'explication du fait que les politiciens et les idéologues bourgeois de nos jours reprochent amèrement à leurs prédécesseurs de ne pas avoir entièrement réalisé le démantèlement des conquêtes de la classe ouvrière et sa domestication se trouve donc dans les avatars de la Vème république après De Gaulle. Tous ses présidents après se sont diligemment octroyé les attributs du lion bonapartiste mais en pratique ils se conduisaient en lions édentés. Ainsi, passablement diminués, mais lions tout de même qui usaient leurs griffes acérés contre les travailleurs.

Le contresens politique de Hollande le fait apparaître en pantin désarticulé

Si tous les présidents bonapartistes civils se sont avérés en France si peu adaptés à leur fonction et nettement en-dessous de la mission que le titre leur a conférée, c'est sans doute le dernier, **Hollande** qui est manifestement le plus inconvenant à cet emploi. Certes, ses capacités limitées, ses vues étriquées et son penchant aux faux-fuyants ne facilitent pas l'assimilation totale de son emploi. Mais il n'est pas plus borné, ni plus bête que les autres.

S'il se montre complètement dépassé par les événements, c'est parce qu'à la tête de la Vème république il s'évertue désespérément à concilier la politique de collaboration de classe (*de la démocratie bourgeoise habituelle*) avec celle de l'affrontement ouvert entre les classes (*fonction de la Vème république*). Ceci alors que le marasme crépusculaire du capitalisme ne lui permet plus d'accorder des concessions, mais commande impérieusement l'affrontement avec la classe ouvrière.

En la personne et la politique de Hollande se concentre ainsi le conflit général entre ces deux options politiques de la bourgeoisie de l'époque. L'issue en est, d'une part, la conversion des concessions réelles en leur promesse non-tenues avec leur cortège des pseudo-réformes et, d'autre part, la dure réalité quotidienne des coups portés aux travailleurs, - mais jugés insuffisants par la bourgeoisie. D'où l'image d'un pouvoir flottant, suspendu en l'air et ballotté selon le courant d'air du moment, de même que l'impression irrésistible d'une décomposition finale.

Il paraît étonnant que se rendant compte de cette déconfiture lamentable de la doctrine social-démocrate, Hollande se montre incapable de s'en défaire. Au lieu de renoncer à la quadrature du cercle de raccommorder les deux voix bourgeoises dont l'une, celle de la collaboration de classe a déjà perdu son pari de contenir et d'apaiser l'opposition des classes, il a tout simplement essayé de modifier la forme de sa tentative de concilier les deux. Il l'a fait en déléguant une bonne portion de sa tâche bonapartiste au mini-**Napoléon** du PS, Manuel Valls dont les penchants naturels ont déjà transformé l'homme d'un social-démocrate honteux en un Bonaparte de poche affirmé. Mais cette forme boiteuse bien visible d'un bonapartisme assumé du PS, contrairement aux croyances de beaucoup de militants de l'extrême-gauche, provoquait déjà des signes additionnels manifestes d'une décomposition avancée du PS lui-même. Ils attestent les difficultés insurmontables de transformer ce parti pacifiquement, sans secousses et crises majeures, en un instrument maniable d'un bonapartisme renforcé. Toute insistance sur cette voie de garage l'entraînera encore plus vite sur le chemin mouvementé d'un pourrissement final.

Mais cette déroute historique de la social-démocratie, est le signe de l'expression à la fois de l'aggravation de la crise du capitalisme, et de la faillite de l'un de ses remèdes bourgeois, fournit aussi bien l'occasion que le prétexte de la réapparition de Sarkozy. Cette circonstance caractérise, à elle seule, la social-démocratie de Hollande et Cie., et la qualifie d'emblée comme l'accoucheuse du fascisme ou, éventuellement, d'un bonapartisme plus homogène et plus résolu.

Sarkozy postule au rôle d'un Bonaparte à poigne

D'emblée et sans détour, Sarkozy annonçait sa rentrée en scène comme le candidat décidé au rôle d'un Bonaparte sauveur et inflexible. Il a présenté sa réapparition politique en tant qu'une obéissance désintéressée aux exigences de la situation. Prétendument loin de toute ambition personnelle, il expliquait avoir cédé aux rappels supérieurs, pour ne pas dire divins, afin de porter secours à notre monde souffrant. Cette référence appuyée à une sorte d'obligation quasi-mystique pour justifier sa rentrée politique ainsi que cette aspiration tranchée au rôle du sauveur suprême désigne, à coup sûr, un postulant de Bonaparte. Si çà et là des journalistes signalent parfois que Sarkozy montrait des signes de sa volonté bonapartiste, personne n'a établi clairement le fait fondamental que sa réapparition signifie avant tout qu'il annonce son désir d'implanter une dictature bonapartiste conséquente et décisive.

On reconnaissait aussi tous les autres éléments d'un tel bonapartisme dans le projet politique annoncé de Sarkozy. Outre ses évocations insistantes et répétées d'un appel suprême pour remplir son devoir, comme une invitation divine de la providence, les ingrédients principaux d'un bonapartisme pur et dur s'y trouvaient réunis.

En premier lieu, la prétention d'agir au nom de l'ensemble de la société comme son bienfaiteur, au-dessus de toutes les classes. Bien évidemment, il ne parlait pas de luttés de classes, proscrites de son vocabulaire, mais il a annoncé explicitement de vouloir effacer les différences entre les partis politiques, une survivance périmée selon lui, et unifier tout le monde derrière son drapeau.

Tout un cortège des mesures proposées accompagnaient et complétaient sa décision de passer par-dessus les contraintes démocratiques de la société que la bourgeoisie elle-même était obligée d'installer pour canaliser les contradictions de classes. Ainsi, conformément à son souhait de bannir les différences entre les partis, Sarkozy s'est prononcé, de nouveau, contre les organisations intermédiaires entre les diverses classes et le pouvoir, en premier lieu, contre les syndicats indépendants. De plus, comme un bonapartiste conséquent, il s'est déclaré en faveur de référendums réguliers où les votes de classe sont court-circuités par les voies plébiscitaires de « toute la société ».

Il va de soi que, au moins deux attributs importants d'un bonapartisme pleinement assumé ne pouvaient pas manquer de ses projets politiques. L'un est une orientation encore plus nationaliste franchement affirmé. Sarkozy l'exprimait par son plan de mettre fin aux accords de Schengen qui assure la libre circulation des personnes dans l'union européenne. L'autre est sa décision de constituer un appareil politique au service exclusif de son bonapartisme par la transformation radicale de l'UMP en un corps homogène et docile soumis à sa personne.

Justement, ce dernier point soulève directement la question importante : est-ce que ce projet clairement formulé d'un bonapartisme intégral et cohérent, vigoureux et déterminé réussira à prendre le dessus ? Pour y répondre, il importe de regarder, avant tout, du côté des travailleurs qui sont immédiatement menacés et expressément visés par ce plan.

Face au danger de cette dictature bourgeoise, les travailleurs sont désarmés

Les organisations révolutionnaires et socialistes sont dépassées par ce genre de problèmes – en raison de leurs directions formalistes et sectaires. À vrai dire, leur révolution aussi bien que leur socialisme ne sont que des vagues références au futur radieux et qui sont, en conséquence, éloignés et séparés de leur préoccupation du jour et de leur activité pratique. C'est pour cette raison qu'elles accordent très peu ou aucune importance au changement politique et tactique par lequel la bourgeoisie adapte la forme politique de sa volonté de sauver son système, selon l'aggravation de sa crise. Même si certains attirent l'attention au danger bonapartiste, comme l'organisation lambertiste faisait déjà contre l'avènement de De Gaulle, sa politique ne dépassait guère la défense de la démocratie bourgeoise traditionnelle. Sa lutte quotidienne était ainsi limitée par ce cadre, et son engagement pour le socialisme restait au niveau de la propagande, certes, nécessaire mais restreinte au domaine des idées. C'est au nom de cette démocratie qu'elle soutenait ensuite Mitterrand contre le bonapartisme de De Gaulle. Or nous savons, et Hollande le prouve tout dernièrement, que cette démocratie n'est que l'antichambre immédiate du fascisme ou, précisément, du bonapartisme.

Que ces organisations parlent aujourd'hui du bonapartisme ou non, leurs mots d'ordre en général ne vont pas au-delà de la revendication d'une démocratie complète face aux agressions contre celle-ci. Alors que le passage de la bourgeoisie au bonapartisme, même à sa forme masquée et atténuée par sa mixture avec les résidus démocratiques comme la Vème république végétait jusqu'ici, signifie déjà l'impasse totale de ce système. Ainsi la menace concrète de durcir le bonapartisme « mou » actuel rend encore plus urgent et impérieux l'ouverture *pratique et concrète* de la voie au socialisme par un programme adapté et hardi. Le déclenchement du combat par Sarkozy pour raffermir et muscler le régime est un signal, un avertissement pour formuler publiquement et mettre

en marche un tel programme de l'alternative socialiste. C'est un défi, un véritable tocsin qui appelle tous les marxistes à répondre à l'unisson, malgré et indépendamment de leur appartenance à des organisations séparées, en vue de surmonter leur division par la clarification des exigences théoriques et pratiques de cette alternative.

Le Front de Gauche a pratiquement cessé d'exister

Malheureusement, le Front de Gauche est également le grand absent de cette situation politique particulièrement agitée. Il s'est déjà dissipée en tant que tel, suite à ses défaites successives aux élections précédentes (municipales et européennes). Précisément au moment où des crises politiques violentes ont secoué le PS prétendument socialistes (mais aussi l'UMP bourgeois) en dévoilant leurs contradictions intérieures qui les poussent vers la décomposition (ou l'explosion). Ses principaux composants, le Parti de Gauche et le Parti Communiste suivent des voies politiques différentes qui correspondent mieux à la nature spécifique de chacun des deux.

Le parti communiste, porte-parole de la couche petite-bourgeoise d'une aristocratie ouvrière installée dans les municipalités et les directions syndicales se lance dans diverses combinaisons d'alliance, surtout avec les élus et les fonctionnaires déçus de Hollande. L'objectif de ces manœuvres de style parlementaire est de rétablir la bonne vieille démocratie bourgeoise avec sa collaboration de classe « équitable », par la méthode bien connue de la politique de front populaire. Ceci justement au moment où même la grande majorité de la bourgeoisie est allée déjà, dans ses tourments insurmontables, au-delà de ce stade dépassé et fait tout pour fortifier son pouvoir. Or cette orientation réactionnaire du PC est dangereuse car, malgré son caractère désuet, elle est encore susceptible d'égarer les travailleurs (comme dans le passé) et de canaliser leur colère vers un échec patent. Il serait donc néfaste de négliger que si le PC a – bon gré, mal gré – abjuré Staline, il ne s'est pas affranchi de ses conceptions stalinienne.

Tandis que le parti de gauche, déçu par ses mauvais résultats – prévisibles – des élections, semble se replier de la vie politique active. Juste au moment où l'agitation de celle-ci offre un terrain fertile pour l'intervention déterminée d'une organisation des travailleurs. Au lieu d'un tel élan qui pourrait déplacer ce parti du point mort de ses défaites, **Jean-Luc Mélenchon** effrayé par la cruauté de la réalité envers sa politique approximative et inconséquente, s'est replié dans ses fantasmes capricieux. À la place d'un programme politique, il a mis en avant son projet propagandiste d'une VIème république. Mais cette revendication n'apparaît qu'en elle-même, et n'a ni queue ni tête, elle est seule et détachée de la réalité concrète des luttes, et est aussi déplacée et extravagante qu'un cheveu sur la soupe.

Cependant, à première vue, cette exigence - étonnante parce que solitaire et asexuée – semble s'opposer à la Vème république abâtardie de Hollande. En même temps également au projet de Sarkozy de consolider ce régime en renforçant et accentuant son bonapartisme. Mais pour autant que l'on parle du sens véritable d'une revendication et non pas des sentiments qui l'animent, cette discordance avec eux n'est qu'une apparence illusoire comme un mirage qui reproduit une image fictive de la réalité. Car à partir du fait que l'on n'attache pas solidement cette VIème république à un programme concret de changer la société entière et, partant, on évite soigneusement de caractériser une telle république, comme Mélenchon le fait minutieusement, cette vacuité du projet désigne inmanquablement celui-ci comme une tentative de rétablir la IVème république du passé. Aucune protestation de bonne volonté ne change pas cette signification implacable de ce mot d'ordre. Cette politique, restant comme telle, est donc rapidement vouée à l'échec dans ce moment de confrontation de classe de plus en plus âpre.

/Il est impossible de ne pas signaler ici le récent livre de Jean-Luc Mélenchon, « **L'ère du peuple** » qui marque une étape supplémentaire de sa régression théorique et politique. Celle-ci y est dévoilée par son passage proclamé d'un représentant déclaré des travailleurs à la mythologie rétrograde et dangereuse de l'exaltation du peuple en général. Parallèlement, il achève par là sa conversion à une sorte d'écologie intégrale, ce succédané petit-bourgeois de luttes sociales, bouée de sauvetage du capital. Son examen plus complet dépasserait les cadres de cet article mais, vue son importance, il sera entrepris prochainement. /

En dépit de tout cela, il serait prématuré d'abandonner radicalement le **Parti de Gauche** en le considérant désormais en bloc, comme définitivement perdu pour les travailleurs. Il est en effet difficile de supposer que tous ses membres et militants suivront aveuglement un tel renoncement à la lutte de classe. C'est une lutte intérieure qui pourra décider du sort de cette organisation. Mais en attendant, et pour l'heure, ce parti, comme tous les autres organisations de l'extrême-gauche se sont exclus du combat politique actuel dont l'enjeu immédiat est la volonté du capital de renforcer son pouvoir par un bonapartisme conséquent. Car ce ne sont certainement pas leurs dénonciations et condamnations générales et sommaires du capitalisme et/ou sa Vème république qui pourraient corriger la carence grave de leur activité.

Dans ces conditions à la question posée plus haut sur le succès éventuel du plan bonapartiste de Sarkozy, la première réponse est qu'étant donné la maladie congénitale et aggravée, résumées précédemment, des organisations politiques dont les travailleurs disposent actuellement, ceux-ci ne sont pas en mesure d'empêcher ce basculement politique. À moins, bien entendu, d'un sursaut général imprévu. Ainsi la réponse dépendra de l'issue d'une lutte intérieure actuellement en cours des segments politiques variés de la bourgeoisie, répartis dans les partis bourgeois différents (UMP, centristes, FN, ainsi que le PS). Ils sont d'ailleurs ravagés déjà (sauf le FN pour le moment) par des luttes de fractions diverses opposées précisément autour de problèmes relatifs au besoin profond de la transformation du régime de la gouvernance politique de la bourgeoisie.

La crise et la lutte s'aggravent dans les partis bourgeois

Une portion relativement forte de l'UMP se range derrière les dirigeants soi-disant modérés comme Alain Juppé ou François Fillon (on peut y joindre les diverses coterie centristes) qui expriment et représentent une aile de la bourgeoisie. Elle est attachée encore à la tranquillité toute relative de la démocratie bourgeoise de collaboration de classe et alarmée par les incertitudes d'une confrontation sociale ouverte et brutale et les imprévus d'un fascisme ou même d'un régime nettement plus autoritaire. Mais sa faiblesse du point de vue de la bourgeoisie survient de la situation elle-même qui est de plus en plus conflictuelle et ne tolère plus ce genre de compromis, et à laquelle elle est aussi inadaptée que le PS.

Cette tranche de la bourgeoisie politique est alors, d'une part, décontenancée face aux exigences du capital de muscler son pouvoir (qui la rend impuissante face au fascisme) et, d'autre part, désarmée devant sa tâche de briser la résistance des travailleurs (en particulier, par l'écrasement de celle des syndicats). Les surenchères successives par lesquelles ses dirigeants essaient devant leur clientèle de surpasser le niveau des destructions sociales annoncées et promises par Sarkozy ne changent pas cette donnée fondamentale.

C'est pour cette raison que de plus en plus des responsables de l'UMP, afin de rester dans le courant ou/et pour soigner leur carrière, se rallient à Sarkozy parfois de façon inattendue (Raffarin, De Villepin, Wauquiez, etc.). Ils expriment ou suivent la nette majorité de la droite organisée (UMP) ou inorganisée qui opte massivement pour la solution dure de la crise.

Le résultat d'une analyse des forces en présence désigne ainsi Sarkozy comme le vainqueur plausible d'une compétition politique déjà bien entamée pour assurer un pouvoir plus musclé et plus stable du capital affaibli, plus approprié pour lui porter secours.

Mais la vie courante est beaucoup plus riche et variée que n'importe quelle analyse qui, forcément, se concentre sur les données objectives. Ainsi des faits impondérables qui résultent des multiples activités humaines pourront modifier et changer ce tableau esquissé par l'analyse. Cependant, ces activités elles-mêmes ne tomberont pas du ciel, puisqu'elles sont déjà enracinées dans les faits objectifs. On peut en indiquer certaines, même s'il est impossible de prédire l'avenir avec précision.

Il y a d'abord la possibilité que même si, pour le moment, la bourgeoisie voudrait éviter et économiser les faux-frais du fascisme (économique, social et politique), se contentant à renforcer son régime bonapartiste, il n'est pas exclu que, finalement, ses calculs soient déjoués par plusieurs facteurs en son sein même qui aideront le FN pour passer au pouvoir.

Il est également possible que le processus de la décomposition et de la rupture du PS amènera un autre candidat au rôle de Bonaparte en la personne de Manuel Valls politiquement converti et personnellement tout prêt à cet emploi.

Ensuite, personne ne pourrait prédire avec certitude le résultat de très nombreuse enquête judiciaire en cours qui, toute, menacent Sarkozy. S'il est impossible de détailler ici la corruption généralisée des politiciens et d'en expliquer la signification, ni la mansuétude de la justice bourgeoise à l'égard de ces politiciens, la condamnation de Sarkozy n'est pas complètement exclue. Elle faciliterait le passage d'un autre candidat de l'UMP mais, également celui ou celle du Front National. En tout cas, le vainqueur sera celui (ou celle) qui offrira la plus grande garantie à la bourgeoisie pour ligoter les travailleurs et détruire leurs acquis afin de sauver le capitalisme épuisé et agonisé.

Pour la solution ouvrière !

Finalement, et justement pour cette raison, il est aussi possible que les masses travailleuses, y compris certaines de leurs organisations politiques, se dressent par un sursaut salutaire et entrent en scène pour bouleverser ces machinations et changent la situation de fond en comble. Du côté de ces organisations cette éventualité sera facilitée si elles et leurs militants engagent une lutte décisive et *unifiée* - qui est aussi celle qui prépare et épaulé un

tel sursaut - pour la défense résolue des travailleurs contre les attaques multiples de la bourgeoisie. Elle est concentrée, et sera de plus en plus affirmée, dans la lutte entre ces attaques redoublées et la résistance des syndicats. D'où l'importance primordiale d'assumer pleinement la liaison de ces organisations aux *syndicats ouvriers* et aux combats de ceux-ci. Une telle liaison est, par ailleurs, une exigence capitale du marxisme et, partant, une mesure exacte du rapport réel de toutes ces organisations à cette théorie révolutionnaire.

Elle formule clairement leur devoir que, par ailleurs, le contexte social lui-même le commande, à savoir d'offrir une issue, un programme politique à cette résistance syndicale et d'organiser sa mise en route effective. L'axe principal de cette politique est obligatoirement la lutte pour amener les syndicats à rompre avec la conception trompeuse et la pratique pourrie qui les abaissent au rôle dégradant de « partenaires sociaux » de la bourgeoisie. Et parallèlement, les ramener sur le chemin de la lutte pour l'émancipation des travailleurs. Sans une telle ouverture concrète et déterminée, incarnée dans une pratique de tous les jours, les organisations qui se réclament des travailleurs et de la révolution, manqueraient à leur devoir élémentaire et, tel un couteau ébréché et rouillé, finiraient au dépotoir. Telle est aujourd'hui l'alternative décisive.

Balazs Nagy

Nous vous joignons deux déclarations récentes de Valls et Sarkozy datant de mi-octobre qui sont comme on dit sans commentaire :

Manuel Valls : "Il faut en finir avec la gauche passéiste"

"L'idéologie a conduit à des désastres"

"Il faut en finir avec la gauche passéiste, celle qui s'attache à un passé révolu et nostalgique, hantée par le surmoi marxiste et par le souvenir des Trente Glorieuses. La seule question qui vaille, c'est comment orienter la modernité pour accélérer l'émancipation des individus", déclare le chef du gouvernement dans cet entretien à paraître [partiellement publié sur le site internet de l'hebdomadaire](#). "Parce que l'idéologie a conduit à des désastres", le chef du gouvernement y défend une gauche "pragmatique, réformiste et républicaine", mais "qui garde un idéal : l'émancipation de chacun".

"Je suis adhérent du [PS](#) depuis l'âge de 18 ans. Mes inspirations sont multiples : Clemenceau, (qui fut *un anti-socialiste militant*) Mendès, forcément Jaurès et Blum, mais aussi Felipe González, Olof Palme, Willy Brandt. Et j'ai eu la chance de travailler avec Rocard et Jospin. Cette filiation, c'est aussi celle de [Martine Aubry](#). Mais ma gauche à moi se nourrit de ce passé, sans s'y enfermer. Elle est pragmatique."

L'absence du mot "socialiste"

Quand on lui fait remarquer qu'il n'utilise pas le qualificatif "socialiste" pour définir sa gauche, Manuel Valls insiste : "Je le répète : pragmatique, réformiste et républicaine." Alors que le Premier ministre reprend l'avertissement lancé cet été que "la gauche, oui, peut mourir" si "elle ne se réinvente pas", il répond à ceux qui l'accusent d'en être "l'assassin". "Quand la gauche se recroqueville sur le passé, sur les totems, elle cesse d'être fidèle à l'idéal du progrès, et donc à elle-même", objecte Manuel Valls.

Quant à ceux qui l'accusent de "trahir" la gauche : "Moi, j'évite l'insulte, la **caricature**, mais je pense, oui, qu'ils sont dépassés", réplique le Premier ministre. "La gauche qui renonce à réformer, qui choisit de défendre les solutions d'hier plutôt que de résoudre les problèmes d'aujourd'hui, cette gauche-là se trompe de combat. Ce que je reproche à la démarche de Jean-Luc Mélenchon, c'est son manque d'imagination. Aux autres, je demande si laisser filer les déficits et augmenter les impôts, c'est une nouveauté ? Non. C'est ce qui a été fait systématiquement depuis quarante ans et cela n'a pas marché !" plaide-t-il.

"Il faut assumer devant les Français que réformer un pays qui a perdu sa compétitivité prendra dix ans. Je comprends leur impatience, mais il faut du temps pour que la France rattrape pleinement son retard", plaide-t-il pour défendre sa politique. Concernant Martine Aubry, elle "participe au débat d'idées. Je ne partage pas sa proposition consistant

à revenir en arrière et donc à perdre tous les fruits de nos efforts, et ce, alors même que les choix que nous avons faits viennent de se mettre en place. Le débat, c'est utile, mais il y a aussi la responsabilité, l'unité et le devoir de cohésion", déclare M. Valls.

Nicolas Sarkozy muscle sa droite

Attaquant le gouvernement socialiste qui « brutalise la famille en remettant en cause l'universalité des allocations familiales », **dénonçant « la poussée migratoire toujours plus forte et toujours plus incontrôlée »**, et **réclamant la fin de l'aide médicale d'État pour les ressortissants étrangers en situation irrégulière**.

Il oppose aussi la laïcité au port du voile intégral et met en garde **contre « les repas à la carte »** dans les cantines scolaires, **notamment halal**

« Il y a une **valeur** qui manque bien en France en ce moment, et qui est cardinale pour nous : **c'est l'autorité** »,